



FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL
L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL RHÔNE-ALPES

2014-2022



APPEL À CANDIDATURES « MECANISATION EN ZONES DE MONTAGNE »

Type d'opérations 04.11 « investissements individuels pour la triple performance des exploitations d'élevage »

L'Union européenne soutient le développement rural dans les États-membres avec le FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) sur la base du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013. Le FEADER cofinance ainsi des politiques de développement agricole et rural nationales inscrites dans les Programmes de Développement Rural.

En tant qu'autorité de gestion du FEADER pour la programmation 2014-2022, la Région conduit l'élaboration, la mise en œuvre et la gestion du Programme de Développement Rural (PDR) Rhône-Alpes.

La mise en œuvre de ce programme est assurée en partenariat avec les services de l'État. Elle implique les cofinanceurs nationaux qui interviennent en contrepartie du FEADER. Dans une optique de lisibilité, d'efficacité et de convergence des politiques publiques, le PDR définit des dispositifs (les types d'opération) communs à la Région, aux Conseils Départementaux, à la Métropole de Lyon, à l'État et aux autres financeurs publics.

Le présent appel à candidatures est décliné dans ce cadre. Il est commun à la Région, à l'État et au FEADER. Les éventuels autres cofinanceurs publics soutenant les opérations retenues au titre de ce présent appel à candidatures devront orienter leurs financements afin d'en respecter les conditions de mise en œuvre.

La DDT du siège de votre exploitation est le Guichet Unique ainsi que le Service Instructeur des demandes d'aide au titre du présent appel à candidatures.

Références réglementaires :

- Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 relatif aux fonds structurels et d'investissement européens
- Règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le FEADER
- Règlement délégué (UE) n°807/2014 du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1305/2013
- Règlement d'exécution (UE) n°808/2014 du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013
- Programme de développement rural (PDR) 2014-2020, versions modifiées approuvées par la Commission européenne
- Arrêté de la Région Auvergne-Rhône-Alpes n°2020/11/00573, portant ouverture du présent appel à candidatures

L'Europe, et l'ensemble des financeurs nationaux de cet appel à candidatures, ont prévu un cadre unique de soutien : **mêmes règles d'éligibilité des bénéficiaires et des dépenses, taux commun de subvention, processus conjoint de sélection des projets, dossiers uniques de demande d'aide et de demande de paiement.** Lisez attentivement le présent appel à candidatures afin de préparer votre dossier de demande d'aide. L'instruction de votre dossier sera facilitée.

SOMMAIRE

1. Mon projet répond-il aux objectifs et aux critères d'éligibilité de l'appel à candidatures ?	3
1.1. Le type de projet éligible et les conditions d'éligibilité	3
1.2. Les entreprises et structures éligibles	3
1.3. Le zonage de l'appel à candidatures.....	3
1.4. Les dépenses éligibles.....	4
1.5. Les dépenses inéligibles.....	5
1.6. Les engagements à respecter dans le cadre de cet appel à candidatures ?	5
2. Quels financements et quel niveau d'aide pour mon projet ?.....	6
2.1. Les financeurs possibles de mon projet.....	6
2.2. Le taux d'aide appliqué à mon projet	6
2.3. Le plafonnement des dépenses de mon projet	6
2.4. L'aide sollicitée pour mon projet.....	7
3. Comment préparer et déposer mon dossier de demande d'aide ?.....	8
3.1. Je complète un formulaire de demande d'aide.....	8
3.2. Où dois-je déposer mon dossier ?	8
3.3. À quel moment dois-je déposer mon dossier ?.....	9
4. Quelle suite sera donnée à mon dossier ?.....	10
4.1. Mon projet sera noté, avant d'être sélectionné puis programmé.....	10
4.2. Comment serai-je informé ?	10
4.3. En cas d'ajournement ou d'avis défavorable, puis-je améliorer mon projet ou déposer un nouveau projet ?.....	11
5. Que faire si je souhaite faire évoluer mon projet en cours de réalisation ?.....	11
6. Quand et comment demander le versement de ma subvention ?.....	12
6.1. Je réalise mon projet dans les délais requis	12
6.2. Je demande le paiement de mon aide et justifie les dépenses.....	12
7. Est-ce que je peux être contrôlé sur la réalisation de mon projet ?	13
Annexe 1 - grille de notation pour le type d'opération 04.11	14
Annexe 2 - codes des indicateurs liés au projet.....	15

1. MON PROJET REpond-IL AUX OBJECTIFS ET AUX CRITERES D'ELIGIBILITE DE L'APPEL A CANDIDATURES ?

Le présent appel à candidatures s'inscrit dans le cadre du type d'opération 04.11 « investissements individuels pour la triple performance des exploitations d'élevage » du PDR Rhône-Alpes.

Les activités d'élevage sont des filières fragiles compte tenu en particulier de handicaps économiques, notamment en zone de montagne. Ce type d'opération est donc ciblé sur les investissements productifs dans les activités d'élevage, qui concourent à la triple performance des exploitations.

1.1. Le type de projet éligible et les conditions d'éligibilité

Ce type d'opération vise à soutenir les investissements permettant d'améliorer la triple performance des exploitations individuelles d'élevage, relatifs aux équipements et matériels de mécanisation spécifiques à l'élevage de montagne : matériels de travail des prairies adaptés à la pente (entretien et récolte) et équipements de traite mobile.

Les conditions d'éligibilité sont les obligations qui doivent être remplies pour que le projet soit éligible à la présente mesure. En l'occurrence, seules sont éligibles les exploitations des filières bovines, ovines et caprines, dont le siège et au moins 80 % des surfaces sont situés en zone de montagne ou haute-montagne.

① Pour être éligibles, les projets doivent présenter des dépenses prévisionnelles éligibles (cf. paragraphe 1.4) pour un montant devant dépasser 10 000 € HT. Ce seuil ne s'applique pas quand, compte tenu du résultat des études de faisabilité, aucune dépense matérielle n'est engagée (les études seules, sont alors éligibles). Ce seuil est vérifié après application des plafonds éventuels et sur la base des montants raisonnables.

1.2. Les entreprises et structures éligibles

Peut présenter un projet à cet appel à candidatures toute personne physique ou morale qui exerce une activité agricole au sens du Code Rural et de la Réglementation Européenne. **Elle doit être à jour de ses cotisations sociales et fiscales.**

Cette définition inclut toute forme sociétaire (GAEC, EARL notamment) dont l'objet concerne la mise en valeur directe d'une exploitation agricole, **et dont le capital social est détenu pour au moins 50% par un associé exploitant (à l'exception des GAEC).** Les fondations, associations, établissements d'enseignement et de recherche agricoles et les organismes de réinsertion sans but lucratif mettant en valeur, dans leurs statuts, une ou plusieurs exploitations agricoles.

Ne sont notamment pas éligibles, les groupements d'agriculteurs (CUMA, GIEE, association d'agriculteurs...) - qui sont éligibles au type d'opérations 04.14 - investissements collectifs de production agricole –, les sociétés en participation, les sociétés de fait, les sociétés en actions simplifiées (SAS), les indivisions, les propriétaires bailleurs de bien fonciers, les groupements d'intérêt économique (GIE).

NB : hors des exploitations individuelles, GAEC, EARL et SCEA, pour lesquels l'objet agricole est évident, l'éligibilité des formes sociétaires sera conditionnée à la justification d'un code NAF (code APE) en lien avec l'activité d'élevage. Si cette justification ne peut être faite mais que la structure sollicitant l'aide est bénéficiaire d'aides surfaciques au titre du premier ou du second pilier de la PAC ET que son statut juridique n'est pas explicitement mentionné comme inéligible au TO, elle peut être reconnue comme société exerçant une activité agricole.

1.3. Le zonage de l'appel à candidatures

L'appel à candidatures est ouvert sur le périmètre du PDR Rhône-Alpes, à savoir l'ancienne région Rhône-Alpes.

Pour un projet comprenant des investissements fixes, ces investissements doivent être situés en Rhône-Alpes. Pour un projet comportant uniquement des investissements mobiles et immatériels, le siège d'exploitation doit être situé en Rhône-Alpes.

Par dérogation, un projet comprenant des investissements fixes situés hors Rhône-Alpes est éligible si le siège d'exploitation est situé en Rhône-Alpes et si le dossier est inéligible au PDR du lieu de l'investissement.

1.4. Les dépenses éligibles

Les dépenses doivent être supportées par le bénéficiaire, être nécessaires à la réalisation de l'opération et comporter un lien démontré avec celle-ci.

Peuvent être financées les dépenses suivantes :

- équipements d'entretien et de récolte des prairies :
 - tracteur de montagne surbaissé polyvalent et porte-outils ;
→ un certificat de conformité au type T4-3 (tracteur à basse garde au sol) est requis. Les tracteurs éligibles pourront avoir été réceptionnés dans une autre catégorie que la T4-3, mais devront obligatoirement respecter les critères techniques de celle-ci (respect justifié par la délivrance par le constructeur d'un certificat de conformité au type T4.3) ;
 - transporteur (surbaissé ou à chenilles), y compris outils adaptables (épandeur à fumier, tonne à lisier, autochargeuse) ;
 - motofaucheuse, y compris outils adaptables (barre de coupe, andaineur, broyeur, mini-presse) ;
 - faucheuse (hors faucheuse conditionneuse) ;
 - faneuse de 6 toupies maximum et rateau faneur ;
 - andaineur ;
 - retourneur d'andain ;
 - autochargeuse d'un volume maximum de 30 m³ selon la norme DIN 11741 ;
- équipements de traite mobile (y/c boules à lait avec ou sans châssis et groupes électrogènes).

Pour le(s) matériel(s) et équipement(s) acquis d'occasion :

- le vendeur doit avoir acquis le matériel ou l'équipement neuf ou être un concessionnaire professionnel et avoir acquis ce matériel ou équipement auprès d'un vendeur qui l'avait acquis neuf précédemment ;
- le vendeur fournit une attestation signée de son ou d'un expert-comptable qui confirme que le matériel ou l'équipement n'a pas été acquis neuf au moyen d'une aide nationale ou communautaire. Le cas échéant, le concessionnaire professionnel doit disposer de cette attestation ;
- le prix du matériel ou de l'équipement d'occasion ne doit pas excéder sa valeur sur le marché et doit être inférieur au coût de matériel ou d'équipement similaire à l'état neuf. Cette condition est justifiée sur la base d'au moins deux devis pour un matériel ou équipement neuf équivalent, ou sur la base d'un autre système approprié d'évaluation tel que des coûts de référence ;
- le matériel doit avoir les caractéristiques techniques requises pour l'opération et être conforme aux normes applicables ;

Lorsque l'acquisition de matériels neufs ou d'occasion donne lieu à la revente du matériel antérieur détenu par le porteur de projet (reprise par le concessionnaire, revente par le porteur de projet), les montants correspondants à la reprise ou revente sont déduits des dépenses éligibles.

ⓘ Seules les dépenses initiées après le dépôt de votre dossier auprès de la DDT sont éligibles à subvention. Cette date sera rappelée dans l'accusé de réception du dépôt de votre demande. **Vous devez donc veiller à déposer votre dossier avant le début de réalisation de votre projet.**

NB : par dépenses initiées pour la conduite du projet, il faut comprendre tout devis signé, tout bon pour accord, toute commande passée au bénéfice de la mise en œuvre du projet. Seules les études préalables initiées en amont du dépôt du projet peuvent rester éligibles à subvention.

ⓘ L'attribution d'une subvention n'est pas automatique. Votre demande d'aide pourra être rejetée. Aussi, tout commencement des dépenses après le dépôt de votre dossier, mais avant l'éventuelle notification de l'aide attribuée, relève de votre seule responsabilité.

1.5. Les dépenses inéligibles

Ne peuvent pas être financées les dépenses suivantes :

- l'autoconstruction du matériel ;
- les équipements en copropriété ;
- les achats de consommables (~~biens non amortissables du point de vue comptable~~) ;
- les investissements acquis en crédit-bail ou équivalent (location-vente, lease back, etc.) ;
- les coûts internes au bénéficiaire pour le montage du dossier de subvention ;
- les frais de change, frais de facturation ;
- la TVA et les autres taxes non récupérables ;
- les dépenses liées à des investissements qui ne poursuivent aucun des objectifs visés par ce type d'opérations.

1.6. Les engagements à respecter dans le cadre de cet appel à candidatures ?

Pour bénéficier d'une subvention du FEADER, vous devez respecter des engagements. Ceux-ci sont précisés dans le formulaire de demande d'aide disponible sur le site Internet : <http://www.europe-en-rhonealpes.eu>. Veuillez les lire attentivement.

2. QUELS FINANCEMENTS ET QUEL NIVEAU D'AIDE POUR MON PROJET ?

2.1. Les financeurs possibles de mon projet

Cet appel à candidatures est financé par la Région, l'État et le FEADER.

La ventilation des cofinancements est établie par le Comité de Sélection.

2.2. Le taux d'aide appliqué à mon projet

Le **taux d'aide de base** appliqué aux projets retenus est de **20 % de l'assiette des dépenses éligibles retenues par le service instructeur**.

Ce taux de base est :

- augmenté dans la limite de 70 %, dans les cas suivants :
 - de 10 points de pourcentage pour les projets portés par un Jeune Agriculteur répondant aux conditions cumulatives suivantes : âgé de moins de 40 ans et installé depuis moins de 5 ans en date de la demande ou en cours d'installation, disposant de la capacité professionnelle agricole (diplôme de niveau IV reconnu par l'État et PPP valide) et présentant des investissements inscrits dans son plan d'entreprise. Dans le cas de formes sociétaires (y compris GAEC), cette majoration JA est appliquée sur la quote-part de l'investissement correspondant au pourcentage de parts sociales détenu par le ou les JA.
 - de 10 points de pourcentage pour les exploitations dont le siège est localisé en zone de montagne ;
 - de 15 points de pourcentage pour les exploitations dont le siège est localisé en zone de haute-montagne ;
 - de 10 points de pourcentage pour les exploitations bénéficiant du Soutien à l'Agriculture Biologique (types d'opération 11.10 et 11.20 du PDR en cours d'engagement ou sollicités au moment de la demande de subvention sur le présent type d'opérations) et dont l'atelier objet de la présente demande est en conversion ou certifié en Agriculture Biologique ;
- réduit par l'application d'une dégressivité par tranche, en fonction du montant des dépenses soutenues au titre de ce type d'opérations 04.11, hors mises aux normes « nitrates », **cumulées à partir de 2016 ou 2017 (voir paragraphe 2.3)**:
 - de 40 000 à moins de 200 000 € de dépenses : le taux de base augmenté est multiplié par 45 %,
 - de 200 000 à moins de 300 000 € de dépenses : le taux de base augmenté est multiplié par 25 %,
 - de 300 000 à **800 000** € de dépenses : le taux de base augmenté est multiplié par 10 %.

Dans le cas des GAEC, les seuils de dépenses ci-dessus sont multipliés par le nombre d'associés exploitants agricoles dans la limite de 3.

Le montant à cumuler dans le cadre de cette dégressivité intègre le montant des dépenses prévisionnelles éligibles (hors mise aux normes « nitrates ») ayant fait l'objet de précédents engagements de subventions. **(voir période d'application du paragraphe 2.3)**

2.3. Le plafonnement des dépenses de mon projet

Le **plafond maximum de dépenses éligibles retenues à l'instruction, est fixé à 800 000 € HT**.

- **Pour les dossiers sélectionnés en 2021, les dépenses antérieures prises en compte pour le calcul de l'aide comprendront les dépenses des programmés à partir du 1^{er} janvier 2016. Pour les dossiers sélectionnés en 2022, les dépenses antérieures comprendront les dépenses des dossiers programmés à partir du 1^{er} janvier 2017.**
- Le montant à cumuler dans le cadre de la vérification de ce plafond intègre le montant des dépenses éligibles ayant fait l'objet de précédents engagements de subventions, **pendant les périodes visées ci-dessus**, que celles-ci aient été totalement versées ou non.
- Dans le cas des GAEC, ce plafond est multiplié par le nombre d'associés exploitants agricoles dans la limite de 3.

Le plafond de dépenses éligibles retenues à l'instruction, pour chaque dossier présenté dans le cadre du présent appel à candidatures, est fixé à 60 000 € HT hors dépenses de traite mobile (lesquelles ne sont pas plafonnées). La transparence GAEC ne s'applique pas pour ce plafond.

En cas de dépenses faisant suite à un sinistre ou une expropriation :

- il n'est pas attribué de subvention lorsque l'éleveur investit dans ses nouveaux bâtiments une somme au plus égale au montant de l'indemnité versée ;
- une subvention peut être versée lorsque les investissements excèdent le montant de l'indemnité et que l'éleveur apporte la preuve qu'il était suffisamment assuré pour son bâtiment. Le calcul de cette subvention s'effectue à partir des dépenses restant à la charge de l'éleveur.

2.4. L'aide sollicitée pour mon projet

En complétant votre demande d'aide, vous êtes invité à indiquer le montant total de l'aide publique sollicitée (financement national et FEADER) conformément aux informations présentées ci-avant (taux d'aide et plafonnement des dépenses).

Un outil de calcul de la subvention (OCS) est à votre disposition sur le site l'Europe s'engage en Auvergne-Rhône-Alpes : <http://europe-en-auvergnerrhonealpes.eu/>. Il vous permettra d'avoir une estimation précise du montant de l'aide que vous pouvez solliciter (le montant définitif sera calculé par la DDT lors de l'instruction de votre demande de subvention).

3. COMMENT PREPARER ET DEPOSER MON DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE ?

3.1. Je complète un formulaire de demande d'aide

Un formulaire de demande d'aide, spécifique à l'appel à candidatures « Mécanisation en zones de montagne » du type d'opération 04.11 est à votre disposition sur le site l'Europe s'engage en Auvergne-Rhône-Alpes : <http://europe-en-auvergnerhonealpes.eu/>. Vous êtes invité à le compléter et à le retourner à la DDT (cf. infra paragraphe 3.2).

Vous devez veiller à la complétude de votre dossier, en joignant l'ensemble des pièces demandées et en signant votre demande d'aide.

Conformément aux informations présentées en partie 1 et 2 ci-avant (dépenses éligibles, taux d'aide et plafonnement des dépenses), le formulaire de demande d'aide, que vous êtes invité à compléter, doit indiquer le montant total de l'aide publique sollicitée (financement national et FEADER).

ⓘ Vous devez en particulier veiller au point suivant : la Commission Européenne demande une vérification raisonnable des dépenses retenues lors de l'instruction. Cette vérification, en l'absence d'un référentiel de prix pour une nature de travaux donnés, consiste à comparer plusieurs devis relatifs à une même dépense prévisionnelle.

- Pour les devis inférieurs à 3 000€ HT, le porteur de projet ne devra présenter qu'un seul devis.
- Pour des devis compris entre 3 000€ HT et 90 000€ HT, le porteur de projet doit présenter 2 devis.
- Pour des devis supérieurs à 90 000€ HT, le porteur de projet doit présenter 3 devis.

Lorsque plusieurs devis sont à présenter et si vous n'avez pas retenu le devis le moins cher, votre choix devra être dûment justifié.

La vérification du caractère raisonnable des dépenses présentées pourra entraîner le plafonnement de certaines dépenses.

3.2. Où dois-je déposer mon dossier ?

Un seul dossier doit donc être déposé.

L'instruction et le suivi de la demande unique sont assurés par la Direction Départementale des Territoires, qui est désignée Guichet Unique - Service Instructeur (GUSI) pour le type d'opérations 04.11. Elle est l'interlocuteur privilégié pour le dépôt et le suivi du projet.

DDT de l'Ain	DDT de l'Ardèche	DDT de la Drôme	DDT de la Loire
Service Agriculture et Forêt 23 rue Bourgmayer CS 90410 01012 BOURG-EN-BRESSE CEDEX 04 74 45 62 94 / 04 74 45 63 12 ddt-saf@ain.gouv.fr	Service Économie Agricole 2 Place des Mobiles BP 613 07006 PRIVAS 04 75 66 70 38 / 04 75 66 70 44 ddt-sea@ardeche.gouv.fr	Service Agriculture 4 Place Laennec BP 1013 26015 VALENCE CEDEX 04 81 66 80 53 / 04 81 66 80 37 ddt-sa-pdr@drome.gouv.fr	Service Économie Agricole 2 avenue Grüner, allée B CS 90509 42007 SAINT-ETIENNE CEDEX 1 04 77 43 80 00 ddt@loire.gouv.fr
DDT de l'Isère	DDT du Rhône	DDT de Savoie	DDT de Haute-Savoie
Service Agriculture et Développement Rural 17 bd Joseph Vallier BP 45 38040 GRENOBLE CEDEX 9 04 56 59 45 20* ddt-sadr@isere.gouv.fr	Service Économie Agricole et Développement Rural 165 rue Garibaldi CS 33862 69401 LYON CEDEX 03 04 78 62 53 35 ddt-seader@rhone.gouv.fr	Service Politique Agricole et Développement Rural 1 rue des Cévennes BP 1106 73011 CHAMBERY CEDEX 04 79 71 72 42 sylvain.rongy@savoie.gouv.fr	Service Économie Agricole 15 rue Henry Bordeaux 74998 ANNECY CEDEX 9 04 50 33 78 62 / 04 50 33 78 74 nadine.rostand@haute-savoie.gouv.fr isabelle.burtin@haute-savoie.gouv.fr

* permanence téléphonique les mardi et jeudi de 9h à 12h et de 14h à 17h

À la réception de votre dossier de demande d'aide, la DDT vous adresse un accusé de réception du dépôt de la demande d'aide.

3.3. À quel moment dois-je déposer mon dossier ?

Vous pouvez déposer votre dossier à tout moment, avant le début de votre projet. Néanmoins, pour être présenté en comité de sélection (cf. paragraphe 4.1), votre dossier doit être préalablement instruit et donc, complet. Cette étape peut prendre du temps, d'autant que de nombreux projets sont déposés. Si vous visez un comité de sélection précis, vous devez déposer votre dossier avant une date précisée sur le site l'Europe s'engage en Auvergne-Rhône-Alpes (<http://europe-en-auvergnerhonealpes.eu/>), à la rubrique consacrée au présent appel à candidatures.

4. QUELLE SUITE SERA DONNÉE A MON DOSSIER ?

4.1. Mon projet sera noté, avant d'être sélectionné puis programmé

Cette grille est susceptible d'être modifiée afin que des points de sélection soient accordés aux projets présentant des investissements biosécurité et / ou bien-être animal éligibles au plan France relance et pour lesquels un diagnostic et / ou un compte-rendu d'audit devra être présenté en pièce justificative.

- **Mon projet sera noté**

Tout projet complet et éligible fait l'objet d'une notation en vue de sa sélection. La notation des projets est assurée par la DDT au moyen d'une grille de notation. Elle est présentée au(x) financeur(s) nationaux. Cette notation prend en compte les caractéristiques du projet liées à l'emploi, à l'économie et à l'écoresponsabilité (cf. [Annexe 1 - grille de notation pour le type d'opération 04.11](#)).

ⓘ Seuls les projets dont la note obtenue est strictement supérieure à 4/50 sont admissibles pour la sélection.

- **Mon projet sera soumis à un comité de sélection**

Pour ce type d'opération, le comité de sélection est composé de l'ensemble des cofinanceurs du TO 04.11, des DDT et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

L'objet du comité de sélection est de retenir ou non les dossiers, après les avoir ordonnés par note décroissante, à concurrence des crédits disponibles, et de valider le plan de financement des projets retenus. Un dossier peut recevoir cinq avis différents :

- **Avis favorable** du comité de sélection ;
- **Ajournement par insuffisance de crédits** après classement de l'ensemble des dossiers : selon la note, les crédits disponibles ne permettent pas de retenir le projet. Il pourra néanmoins être présenté une seconde et dernière fois au comité de sélection suivant ;
- **Avis défavorable**
 - **par insuffisance de crédits** (les crédits disponibles ne permettent pas de retenir le projet suite à son second passage au comité de sélection) ;
 - **par insuffisance de la note** : note inférieure ou égale à la note éliminatoire (4/50)

Dans tous les cas, une même demande d'aide ne peut pas être présentée à plus de deux comités de sélection.

Deux sessions de sélection sont prévues chaque année.

- **Mon projet sera présenté en Comité de programmation**

Le comité régional de programmation vise à recueillir l'avis du partenariat sur les dossiers sélectionnés et à programmer le montant FEADER correspondant. Cette étape est indispensable pour que la DDT puisse engager comptablement et juridiquement les dossiers sélectionnés.

ⓘ Si votre projet est cofinancé par une collectivité (Région, Département, Métropole) ou une Agence de l'eau, cette dernière doit également soumettre sa subvention à un vote préalable en commission permanente.

4.2. Comment serai-je informé ?

Une lettre d'information précisant l'avis du comité régional de programmation est systématiquement envoyée aux bénéficiaires.

ⓘ Le montant de la subvention accordée est prévisionnel. Le montant définitif de l'aide est calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées, plafonné au montant prévisionnel fixé par la décision juridique attributive de la subvention.

La décision d'attribution juridique de l'aide est notifiée au porteur de projet par la DDT.

4.3. En cas d'ajournement ou d'avis défavorable, puis-je améliorer mon projet ou déposer un nouveau projet ?

Dans la mesure où, seuls les dossiers complets dont l'instruction aura été finalisée seront présentés en comité de sélection, il est de la responsabilité du porteur de projet d'apporter, dès le dépôt de sa demande, le maximum d'informations afin de s'assurer d'un passage rapide en comité de sélection.

- Si lors du comité de sélection le dossier est ajourné faute de disponibilités financières au regard de la notation, plusieurs alternatives s'offrent au porteur de projet :
 - sans intervention de sa part, le dossier sera représenté en l'état au comité de sélection suivant ;
 - si celui-ci souhaite apporter des modifications mineures (pièces complémentaires permettant d'obtenir des points supplémentaires, sans modification des dépenses prévisionnelles), il devra impérativement en informer la DDT ;
 - s'il souhaite apporter des modifications majeures (modification des dépenses prévisionnelles), il devra en informer la DDT. Son nouveau projet sera à re-déposer et sera ré-examiné, avec une nouvelle date de début d'éligibilité des dépenses, et ce à condition que les travaux n'aient pas démarré.
- Si le projet a reçu un avis défavorable (en cas de note inférieure ou égale à la note éliminatoire ou de second ajournement pour insuffisance de crédits), le porteur peut choisir de déposer un nouveau projet induisant une nouvelle date d'éligibilité des dépenses, et ce à condition que les travaux n'aient pas démarré.

5. QUE FAIRE SI JE SOUHAITE FAIRE EVOLUER MON PROJET EN COURS DE REALISATION ?

Si le bénéficiaire souhaite modifier son projet, il doit en informer la DDT.

Toute modification substantielle acceptée par la DDT sera formalisée par un avenant.

6. QUAND ET COMMENT DEMANDER LE VERSEMENT DE MA SUBVENTION ?

6.1. Je réalise mon projet dans les délais requis

Les projets présentés dans le cadre du présent appel à candidatures devront être réalisés (dépenses acquittées, décaissées, et demande de paiement du solde déposée auprès du service instructeur) dans un délai fixé dans la décision juridique d'attribution de subvention : en général 12 mois, ~~date d'acquiescement de la dernière facture ou réception des travaux~~, à partir de la date du Comité Régional de Programmation ayant validé l'octroi de la subvention.

6.2. Je demande le paiement de mon aide et justifie les dépenses

Le bénéficiaire adresse à la DDT sa demande de paiement (unique et commune pour tous les financeurs) dans les délais mentionnés dans la décision juridique attributive de subvention. Il utilise le formulaire de demande de paiement qui lui a été transmis avec sa décision attributive.

La demande de versement du solde de la subvention devra être effectuée auprès de la DDT dans un délai maximum prévu à la décision juridique attributive de subvention. Au moment du solde de la subvention, le montant de la subvention sera recalculé au regard des dépenses effectivement réalisées. Dans tous les cas, l'aide ne pourra jamais être revue à la hausse.

Sous réserve de précisions complémentaires dans la décision juridique attributive de subvention, la demande de paiement du bénéficiaire du FEADER devra obligatoirement comprendre :

- le formulaire de demande de paiement ;
- toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses ;
- les photos de la [publicité mise en œuvre](#) (pour les projets concernés par un montant d'aide publique totale \geq 50 000 €).

Les dépenses facturées peuvent être justifiées de trois manières :

- soit les factures sont visées et certifiées par les fournisseurs. Dans ce cas, chaque fournisseur devra apposer obligatoirement sur chaque facture le moyen de paiement, la date effective du paiement (endossement du chèque par exemple), ainsi que sa signature et son cachet ;
- soit les factures sont accompagnées de l'état récapitulatif des factures avec mention « acquitté » visé (signature et cachet) par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable du porteur de projet ;
- soit les factures sont accompagnées d'une copie des relevés de compte bancaire surlignés prouvant les débits correspondants.

Les dépenses doivent être supportées par le bénéficiaire, être nécessaires à la réalisation de l'opération et comporter un lien démontré avec celle-ci. Elles doivent avoir été décaissées du compte bancaire du bénéficiaire avant la transmission de la demande de paiement.

En ce qui concerne l'acquisition de matériel(s) d'occasion, la facture présentée pour justifier de la dépense devra correspondre au même matériel que celui pour lequel un devis a été présenté lors de la demande.

La demande de paiement doit faire état de la revente (ou reprise) éventuelle de matériels antérieurs.

7. EST-CE QUE JE PEUX ETRE CONTROLE SUR LA REALISATION DE MON PROJET ?

La demande de paiement du solde de la subvention peut donner lieu à une visite sur place de la DDT qui vérifiera in situ la réalité des dépenses présentées.

Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis, sur les engagements du bénéficiaire et sur les prescriptions figurant dans la décision juridique attributive de subvention. Le contrôleur vérifie la véracité des éléments indiqués dans le formulaire de demande. Il est susceptible de demander d'autres pièces (factures, bons de commande, etc.) que celles nécessaires à la constitution ou au paiement du dossier.

En cas d'anomalie constatée, la DDT informe le bénéficiaire et le met en demeure de présenter ses observations.

D'autres contrôles peuvent avoir lieu, conduit pas l'Agence de Services et de Paiement (organisme financeur et de contrôle), la Commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les Fonds européens agricoles, la Cour des Comptes Européenne ou la Commission Européenne.

① Au terme de ces contrôles, après une phase contradictoire, l'autorité de gestion du FEADER et chaque cofinanceur peuvent demander, le reversement total ou partiel de la subvention versée si les engagements et prescriptions ne sont pas respectés, ou si l'affectation de l'investissement a été modifiée sans autorisation préalable.

Annexe 1 - grille de notation pour le type d'opération 04.11

Principe de sélection	Critère de sélection	Notation du critère	Note maxi	
Economie/Emploi (84 % de la note)	Installation et maintien de l'emploi	Sans objet Nouvel installé depuis moins de 5 ans Nouvel Installé sous engagement JA (PE en cours et DJA ¹) Pénalisés par la sortie de zones soumises à contraintes (outil de vérification de l'éligibilité disponible sur le site « l'Europe s'engage en Auvergne-Rhône-Alpes)	0 9 15 15	15
	Recherche de Valeur Ajoutée (de l'atelier objet du projet), existant ou projeté	Sans objet Transformation à la ferme existante OU SIQO Transformation à la ferme existante ET SIQO Transformation à la ferme prévue au PE (pour les NI)	0 3 6 6	6
	Maîtrise des coûts	Sans objet Production d'une attestation d'autodiagnostic énergétique (jediagnostiquemaferme) Production d'une attestation de réalisation d'un diagnostic AA, d'un DiaTerre, d'un DIALECTE ou d'une étude des coûts de production (méthode Institut Technique), datées de moins de 3 ans Indépendance protéique (>=10 % de légumineuses ² , protéagineux et soja dans la surface admissible PAC, vérifiable sur déclaration PAC n-1 p/r à l'année du comité de sélection)	0 1 2 3	3
	Performance économique (étude externalisée requise)	Sans objet <u>Viabilité</u> - maintien du revenu disponible (EBE – annuités) par associé supérieur à un SMIC à l'issue du projet et dans un délai n+4 <u>Viabilité niveau 1</u> – légère augmentation du revenu disponible (de 5 % à moins de 10 %) par associé (p/r à la moyenne des deux dernières années ou à la moyenne triennale avec retrait de l'année la plus atypique) à l'issue du projet et dans un délai n+4 (atteinte d'un SMIC pour les JA) <u>Viabilité niveau 2</u> - augmentation du revenu disponible par associé de 10 % ou plus (p/r à la moyenne des deux dernières années ou à la moyenne triennale avec retrait de l'année la plus atypique) à l'issue du projet et dans un délai n+4 (atteinte d'1,5 SMIC pour les JA)	0 3 6 9	9
	Priorité de filière (cf. annexe 2)	Sans objet Priorité 2 : filières bovines en zone de montagne ³ Priorité 1 : filières ovines et caprines toutes zones et filières bovines en zone de haute-montagne ³	0 6 9	9
Ecoresponsabilité (16 % de la note)	Pratique agricole exemplaire	Sans objet Labellisation ou certification environnementale de l'exploitation (GIEE, HVE, DEPHY, AB, Groupe 30000), production sous SIQO territorialisé avec exigences agroécologiques (liste disponible sur le site « l'Europe s'engage en Auvergne-Rhône-Alpes))	0 2	2
	Réglementation sanitaire ou environnementale (RSE)	Sans objet Dépenses de biosécurité ⁴ accompagnant un projet de création en filière avicole ou porcine Dépenses de biosécurité ⁴ accompagnant un projet de rénovation en filière avicole ou porcine Projet de gestion des effluents éligible à la mise aux normes « nitrates »	0 3 6 6	6

Note minimale possible :

0

Note maximale possible :

50

NOTE ELIMINATOIRE :

4

¹ à minima dossier d'installation déposé en DDT

² légumineuses fourragères destinées à la déshydratation (luzerne, trèfle, sainfoin, vesce, méllilot, jarosse, serradelle)

³ respectant les conditions de majoration liées au zonage correspondant

⁴ répondent à ce critère les projets comportant des investissements de biosécurité : cf. arrêté du 8 février 2016 concernant les « mesures de biosécurité applicables dans les exploitations de volailles et d'autres oiseaux captifs dans le cadre de la prévention contre l'influenza aviaire », modifié par l'arrêté du 15 juillet 2016 et arrêté du 16 octobre 2018 relatif aux mesures de biosécurité applicables dans les exploitations détenant des suidés dans le cadre de la prévention de la peste porcine africaine et des autres dangers sanitaires réglementés, consolidé le 26 novembre 2018

Départage des ex-aequo :

« Installation et maintien de l'emploi » > « RSE » > « Performance économique » > « Recherche de VA » > « Maîtrise des coûts » > « Priorité filière »

Annexe 2 - codes des indicateurs liés au projet

Le code correspondant est à reporter dans la rubrique « *Autres informations portant sur la triple performance du projet* » (d) en page 4 du formulaire de demande de subvention 04.11.

Liste des MAEC Système du PDR Rhône-Alpes

Les MAEC ne peuvent être souscrites que dans le cadre des Projets Agro-Environnementaux et Climatiques. Renseignez-vous auprès de votre DDT ou de votre Chambre d'Agriculture pour plus d'informations.

Opérations systèmes	Code
opération systèmes grandes cultures – niveau 1	SGN1
opération systèmes grandes cultures – niveau 2	SGN2
opération systèmes grandes cultures	SGC1
opération individuelle systèmes herbagers et pastoraux	SHP1
opération collective systèmes herbagers et pastoraux	SHP2
opération systèmes polyculture-élevage d'herbivores « dominante élevage » → Maintien	SPM1, SPM2, SPM3 ou SPM4 <i>selon les niveaux d'exigences</i>
opération systèmes polyculture-élevage d'herbivores « dominante élevage » → Evolution	SPE1, SPE2, SPE3 ou SPE4 <i>selon les niveaux d'exigences</i>
opération systèmes polyculture-élevage d'herbivores « dominante céréales » → Maintien	SPM5, SPM6, SPM7 ou SPM8 <i>selon les niveaux d'exigences</i>
opération systèmes polyculture-élevage d'herbivores « dominante céréales » → Evolution	SPE5, SPE6, SPE7 ou SPE8 <i>selon les niveaux d'exigences</i>
opération systèmes polyculture-élevage de monogastriques	SPE9

Liste des Orientations Technico-Économiques

A l'échelle de l'exploitation, l'OTE est à déterminer au regard de l'orientation dominante (> 2/3 du Chiffre d'affaires hors primes). Si aucune orientation dominante ne se dégage, il conviendra d'utiliser les OTE 34 à 38.

Orientations Technico-Économiques	Code OTE	Orientations Technico-Économiques	Code OTE
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées	OTE01	Ovin viande	OTE20
Riz	OTE02	Caprin lait	OTE21
Légumes frais de plein champ	OTE03	Caprin viande	OTE22
Tabac	OTE04	Autres herbivores (<i>dont chevaux</i>)	OTE23
Plantes à parfums, aromatiques et médicinales	OTE05	Truies reproductrices	OTE24
Maraîchage (<i>dont melon et fraise</i>)	OTE06	Porc engraissement	OTE25
Fleurs et horticulture diverse (<i>dont champignon</i>)	OTE07	Poules pondeuses	OTE26
Viticulture d'appellation	OTE08	Poulets de chair	OTE27
Autre viticulture	OTE09	Palmipèdes foie gras	OTE28
Arboriculture	OTE10	Autres palmipèdes	OTE29
Oléiculture	OTE11	Autres volailles	OTE30
Autres fruits en cultures pérennes	OTE12	Lapins	OTE31
Polyculture	OTE13	Abeilles	OTE32
Bovins lait	OTE14	Autres animaux	OTE33
Bovins viande naisseur	OTE15	Polyélevage orientation herbivore (<i>compris chevaux</i>)	OTE34
Bovins viande engraisseur	OTE16	Polyélevage orientation granivore	OTE35
Veau de boucherie	OTE17	Grandes cultures et herbivores (<i>poly culture élevage</i>)	OTE36
Bovins lait et viande	OTE18	Autres associations (<i>hors abeilles</i>)	OTE37
Ovin lait	OTE19	Exploitations non classées	OTE38